

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 204

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 25 NOVEMBRE 1949

Le numéro : 10 francs

"Sous le signe de la Paix,
L'UNION SOVIÉTIQUE
a célébré hier
LE « JOUR DE L'ARTILLERIE »"

(Humanité du 21-11-49)

EXPÉDITIONS PUNITIVES ?

NOUS nous sommes déjà fait l'écho des exactions commises au douar Ali-Bounab par la gendarmerie algérienne : pillage, vol et viol. Le prétexte était, la recherche d'un insoumis — première version —, d'un bandit — seconde version.

Devant l'émotion soulevée, le Gouvernement a cru bon d'intervenir et d'apporter un démenti : exactement comme il le fit lors des révélations sur les atrocités indochinoises. Et il se suffit bien entendu d'affirmations entièrement gratuites.

On voudrait tout de même connaître le nom du dangereux malfaiteur (dommage que Pierrot le fou soit mort !) et par quels parquets ont été lancés les sept mandats d'arrêt. On voudrait tout de même savoir de quel droit des gendarmes perquisitionnent dans toutes les maisons d'un village — puisque le démenti nous apprend que des armes « atraires » étaient découvertes sous certains toits. On voudrait tout de même savoir pourquoi les Arabes — citoyens français — se voient forcés d'ouvrir leurs portes à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit à une brigade de policiers, chose interdite en France.

On voudrait savoir... Mais nous savons. Nous savons que le démenti se dément lui-même, tant par ce qu'il avoue implicitement que par le vague de ses termes. Nous savons aussi ce qui signifie le mot « perquisition », surtout chez des malheureuses populations, illettrées, opprimées, soumises au joug colonial.

L'Algérie, « terre française », où se perpétuent les dragonnades et les expéditions punitives, est une terre d'esclavage. Là, comme en Indochine, comme à Madagascar, la « démocratie » s'impose par la force, la terreur, comme elle s'impose dans les Balkans pour d'autres maîtres. L'ancien colonialisme féroce, direct, cynique, le colonialisme des Léniney et Cie, est toujours aussi vivace. Seule la façade a changé. Il y a maintenant un « gouvernement » algérien et l'Arabe vote. Quand il le peut. Quand il n'est pas reçu à coups de crosses et de rafales de mitrailleuses.

Et monsieur maintenant qu'un nationalisme excrétable trouve dans les masses algériennes un favorable terrain ? Et constatons que la « démocratie » provoque partout, et à des degrés divers, le racisme, la haine, la guerre.

Un formidable travail attend les anarchistes au sein des populations coloniales. Au faux socialisme d'un Nægelen, à la fausse liberté d'un drapier souillé par tant de crimes, à la fausse émancipation proposée par les nationalistes, ils doivent opposer la profonde et véritable libération humaine que porte en soi : l'égalité économique.



UNE BONNE FARCE :

L'antagonisme socialo-radical

FAUT-il voir dans le relâchement du danger gaulliste et stalinien la cause des remous qui agitent certains partis de la majorité gouvernementale ? Peut-être. En tous les cas, cela n'aura probablement pas de conséquences affirmées chez les radicaux et « assimilés » c'est-à-dire « modérés », « Paysans », P.R.L. et droite M.R.P. et sous-jacentes chez les autres, les S.F.I.O.

Il semble bien que l'on assiste à un renversement complet de la politique française en ce qui concerne les conceptions économiques surtout. Au dirigeant genre Philip, on veut substituer un néo-libéralisme que personne n'a encore pu nettement définir. Et on a l'impression que les politiciens ne savent pas où ils vont, mais qu'ils marchent quand même, poussés par la nécessité de faire quelque chose. Et ce quelque chose est inscrit, en termes bien vagues d'ailleurs, dans les décisions de l'O.E.C.E. au château de la Muette.

Une chose seule est cependant certaine : le dirigisme est condamné et, par conséquent, tout ce qui en est issu : nationalisation, Sécurité sociale, etc., semble devoir sous peu être remis en question. Pour le reste on verrá...

*

Au-delà des antagonismes de personnes, qui ont quelque peu marqué le congrès radical, se situe un fait remarquable : celui de condamner un gouvernement à peine né, et à qui l'on vient d'accorder sa confiance. Certes, une motion nègre-blanc va permettre de surseoir jusqu'après le vote du budget à son exécution. Certes, les radicaux n'ont pas de prendre eux-mêmes la décision de la rupture et se déchaîneraient volontiers de cette responsabilité sur le dos des socialistes. Mais il n'en reste pas moins vrai que la crise est déjà en puissance.

On dirait que l'on veut précipiter les choses. Chacun se sent attiré par l'opposition, qu'il s'agisse des radicaux ou des socialistes.

Des élections anticipées, un mode de scrutin nouveau, arraché peut-être à la faveur de quelques défctions M.R.P., pourraient peut-être provoquer, chez les radicaux, une nouvelle jeunesse, d'autant plus vigoureuse qu'elle serait le fruit de croisements électoraux subtils.

En effet, on a écarté, à Toulouse, l'épineuse question de la double appartenance. Mais l'alliance officieuse avec les gaullistes, la similitude de vue sur les principaux problèmes économiques et sociaux avec la droite classique, personnifiée par P. Reynaud, n'en restent pas moins la caractéristique d'un parti prêt, comme toujours, à toutes les compromissions pour assurer son existence. Or, aujourd'hui, la conjoncture est telle qu'il ne s'agit plus de cela mais, espérons-le, de bien davantage : devenir la plaque tournante de toute la politique française, voilà, semble-t-il, l'ambition radicale actuelle.

NATALITÉ "ATOMIQUE"

LES idées se précisent sur le danger de famine larvée ou aiguë que court l'espèce humaine en poursuivant son accroissement démographique à une cadence surprise. A quoi bon certes pourraient-on dire, la multiplication inhabituelle des naissances dans le monde puisque l'incapacité flagrante de ce même monde de nourrir décemment ses deux milliards d'habitants éclate aux yeux des plus optimistes ?

Malthus et ses disciples auraient-ils raison lorsqu'ils déclareraient que la population croîtrait suivant une progression géométrique tandis que les ressources alimentaires augmenteraient suivant une progression arithmétique ?

Depuis un siècle la population humaine a doublé et depuis une dizaine d'années malgré une guerre particulièrement destructive, elle a augmenté de 7 p. 100.

Une école néo-malthusienne aurait-elle raison en déclarant que les ressources de l'Univers ne peuvent et pourront encore moins dans l'avenir nourrir une population au renouvellement trop rapide ?

Cependant l'examen de ces notions semble cynique et contradictoire lorsque des spécialistes, des représentants de gouvernements nous parlent de surproduction agricole, de débouchés saturés, de pléthora de blé, de difficulté d'écouler les excédents mondiaux.

Mais qu'entendent dans la société capitaliste par surproduction ?

Est-ce un « excédent des disponibilités sur les besoins », est-ce une satisfaction matérielle de tous les appétits relatifs et normaux ? Dans la société capitaliste le mot surproduction n'a rien d'humain et de moral, il revêt simplement l'aspect sordide de la différence entre l'offre et la demande solvable.

Mais présence dans la Résistance, de membres du Clergé, actifs, envois de l'Univers ne peuvent et pourront encore moins dans l'avenir nourrir une population au renouvellement trop rapide ?

Le régime capitaliste n'a pas d'entrailles ! Que lui importe la misère des femmes, des enfants, des vieillards, des hommes que les lois draconiennes du marché jettent à la rue malgré leur volonté de travail ? Que lui importe les soldats par la misère, la mortalité effrayante dans certaines parties du monde ? Que lui importe tout cela si la marchandise qu'il offre sur le marché n'est pas saisie en échange d'ARGENT.

L'argent a séparé l'homme de son produit, enchainé le travail au capital, donné la liberté aux détenteurs des instruments de production et la subordination à ceux qui n'ont que leur énergie professionnelle.

Au lieu d'utiliser dans une situation anachronique des méthodes « révolutionnaires », déterminées par la clairvoyance de la réalité immédiate et plus lointaine, chaque gouvernement, se moquant du problème d'ensemble, pousse

pas d'avoir perdu les rênes gouvernementales, surtout que sa représentation au Palais-Bourbon ne correspond apparemment plus à la physionomie du corps électoral.

(Suite page 2, col. 6).

NATALITÉ "ATOMIQUE"

A la natalité avec la conviction que l'essor démographique confère à leur pays une puissance valable et efficace pour les rapports avec les autres Etats.

Par manque d'informations, d'autre part, et parfois dans un but de spéculations familiales qui se retournent contre les intéressés, les peuples à forte natalité s'enclenchent dans la politique de leurs gouvernements et forgent sans étonnement le fer qui les transpercera.

En résumé, comme une ironie du destin et une coïncidence du hasard, cette exubérance de la natalité paraît venir en son temps pour être copieusement équilibrée par la guerre atomique.

ZINOPoulos.

Depuis un siècle la population humaine a doublé et depuis une dizaine d'années malgré une guerre particulièrement destructive, elle a augmenté de 7 p. 100.

Une école néo-malthusienne aurait-elle raison en déclarant que les ressources de l'Univers ne peuvent et pourront encore moins dans l'avenir nourrir une population au renouvellement trop rapide ?

Cependant l'examen de ces notions semble cynique et contradictoire lorsque des spécialistes, des représentants de gouvernements nous parlent de surproduction agricole, de débouchés saturés, de pléthora de blé, de difficulté d'écouler les excédents mondiaux.

Mais qu'entendent dans la société capitaliste par surproduction ?

Est-ce un « excédent des disponibilités sur les besoins », est-ce une satisfaction matérielle de tous les appétits relatifs et normaux ? Dans la société capitaliste le mot surproduction n'a rien d'humain et de moral, il revêt simplement l'aspect sordide de la différence entre l'offre et la demande solvable.

Mais présence dans la Résistance, de membres du Clergé, actifs, envois de l'Univers ne peuvent et pourront encore moins dans l'avenir nourrir une population au renouvellement trop rapide ?

Le régime capitaliste n'a pas d'entrailles ! Que lui importe la misère des femmes, des enfants, des vieillards, des hommes que les lois draconiennes du marché jettent à la rue malgré leur volonté de travail ? Que lui importe les soldats par la misère, la mortalité effrayante dans certaines parties du monde ? Que lui importe tout cela si la marchandise qu'il offre sur le marché n'est pas saisie en échange d'ARGENT.

L'argent a séparé l'homme de son produit, enchainé le travail au capital, donné la liberté aux détenteurs des instruments de production et la subordination à ceux qui n'ont que leur énergie professionnelle.

Au lieu d'utiliser dans une situation anachronique des méthodes « révolutionnaires », déterminées par la clairvoyance de la réalité immédiate et plus lointaine, chaque gouvernement, se moquant du problème d'ensemble, pousse

CRIMES - PROSTITUTION - ENFANCE DÉLINQUANTE

Quelque part en Europe... ...à Paris !

Les bonnes gens se voilent la face, les « moralistes » s'inquiètent, les ecclésiastiques invoquent leur misérable Dieu, les juges sont débordés, les prisons regorgent, les policiers sont en chasse nuit et jour : la délinquance juvénile, le crime, le vol, la prostitution déferlent, s'insinuent dans les barrages les mieux établis, en minent les assises et les disloquent. Rien ne semble pouvoir arrêter l'universelle corruption. Les coeurs sont pourris, le comportement de chacun étant déterminé par les normes sociales de l'inégalité économique.

Exempt de ce mal dont la cause profonde est le mépris de la propriété privée. Mais aussi comment respecter

celui qui étais son luxe à côté de hallons ? Comment respecter ces bijoux, ces fourrures et ces liasses de billets qui toujours ont coûté tant de larmes et parfois tant de sang ? Comment respecter cette société où des hommes, des enfants n'ont même pas le droit de vivre ? Et comment respecter la loi qui déclare légales ces effarantes contradictions ?

On dissimule ces faits — qui à chaque pas choquent l'homme honnête sous la phrase : la lutte pour la vie. Mais on oublie de dire que la vraie lutte, la lutte saine et rédemptrice contre les éléments, la lutte de l'homme pour la conquête de l'univers, la lutte des hommes fraternellement associés pour un but commun, n'a rien de comparable avec la chance, le hasard, la naissance, les capacités diverses, la ruse aussi. Celle qui est à l'affût derrière un tireur-caisse, celle qui est à l'affût au coin d'une rue, celle qui est à l'affût à l'Ecole de Guerre. Celle qui se double de la force du couteau, de la mitrailleuse ou du canon. Celle qui élève à de méprisables dignités le politicien combandin. La ruse, l'adresse, la force et l'hypocrisie, ces qualités maîtresses, forment l'indispensable bagage de tous ceux qui veulent « arriver » :

les coloniaux, les généraux, les banquiers, ainsi que les gangsters, les escrocs, les criminels.

La loyauté est bannie. Celui qui veut rester probe péira écrasé. Il n'y a plus de place pour la propriété. La « combine » crapuleuse a submergé le monde. On l'a bien vu pendant la guerre ! Tous ceux qui hier flétrissaient l'incivisme, tous, ouvriers, bouilleurs, notaires, coiffeurs, curés, officiers et gendarmes, juges et fonctionnaires, tous bons Français certes, mais avant tout forcés de vivre et autant que possible de bien vivre, se sont lancés dans le trafic du marché noir. Soit par nécessité, et pour toute autre raison chacun s'est appliquée à la ruse, à l'hypocrisie, chacun a voulu être plus fort et mieux nourri. Et cinq cent mille nouveaux commerçants ont vu le jour, consécration officielle d'activités implicitement reconnues légales.

Et la compétition continue. Il ne s'agit plus de défricher, de creuser des canaux, d'assécher des marais, de dompter des torrents. Il s'agit de partir à la chasse. Non dans les forêts noires où courrent les sangliers, mais sur le macadam luisant des villes. Et chacun s'arme à sa manière. Celui qui choisit la mitrailleuse, l'autre le comploir.

*

Certains s'insurgent de ce que nous osions établir un parallèle entre le commerçant ou l'industriel et le bandit. Mais que l'on veuille bien réfléchir qu'il n'y a que le résultat qui compte, et ce résultat nous le connaissons. Si une activité reconnue légale, donc officiellement honnête, aboutit, par des chemins divers et souvent difficilement perceptibles certes, à la misère, aux taudis, à la richesse des uns, à la misère des autres, c'est qu'elle est malhonnête, inhumaine et génératrice du crime. Sinon, comment expliquer la décadence morale actuelle ? Où devons-nous en rechercher la cause ? Ou bien, il y aurait-il effet sans cause, ou encore le crime serait-il inhérent à la nature humaine ?

(Suite page 2, col. 3.)

La Federacion española de deportados y internados políticos :

Nous publions ci-dessous la réponse de la Fédération espagnole des déportés politiques à l'appel de David Rousset, paru récemment dans le Figaro Littéraire. Cet appel ainsi qu'en le verra confirme en tous points la position que nous avons soutenu dans notre précédent numéro, en ce qui concerne la quasi-universalité concentrationnaire.

Il est de notre devoir d'ex-déportés de notre élever avec vigueur. Messieurs,

C'est avec la plus intense émotion que nous avons lu dans Le Figaro Littéraire l'appel pathétique de M. David Rousset en faveur de l'URSS. Depuis plusieurs années internés au camp tristement célèbre de Kok-Kara-Karanda, avant d'être transférés dans un autre camp des environs de la mer Noire où ils se trouvent encore actuellement.

Il est bien évident que ce n'est pas, qu'un exemple, car d'autre part nous, républicains espagnols, nous ne pouvons pas séparer cette campagne de solidarité de celle qu'on doit porter à ceux de nos compatriotes qui, par milliers, sont enterrés vivants dans les prisons franquistes où, rongés par la tuberculose, ils succombent sans arrêt. Nous espérons donc que l'existence de l'enfer phalangiste soit aussi vivante dans la pensée et l'action de tous les démocrates pour mettre un terme à ce massacre exercé contre les fils de l'Espagne par le régime totalitaire qui l'opprime.

C'est donc de tout cœur que nous nous associons à votre action, et cela non seulement pour les malheureuses victimes que nous connaissons, mais encore pour les innombrables anonymes que nous voudrions arracher à l'enfer que nous avons subi, nous-mêmes, dans un autre pays certes, mais sous une forme identique.

Nous pensons qu'il est de notre devoir simple d'ex-déportés de nous élever avec vigueur contre l'« Univers concentrationnaire » où qu'il se présente. Notre protestation ne sera jamais assez vive et c'est absolument sans réserves que nous nous mettons à votre disposition pour l'œuvre humaine que vous entreprendrez.

Veuillez croire, messieurs, à l'expression de nos sentiments les meilleurs et les plus dévoués.

La Federacion española de deportados y internados políticos :

Le secrétaire

Le président, général,

José Calmarza. José Domenech.

L'Education Nationale décore Monseigneur HAMAYON

Cest la joie de la Libération, la grande fraternité adroitement préparée par la reconnaissance.

Au pouvoir, des hommes de réaction reviennent. Les autres, il faut leur rappeler les « Droits » mérités dans la Résistance, et leur montrer qu'en est « fort ». D'où nouvelles campagnes,

par René-Pierre FROMENT

agitation des Associations de Parents, refus de payer les impôts à l'ouest, etc.

L'Etat semble enfin comprendre le Devoir qu'on lui impose. Les créatures en place, profitant du climat intérieur et mondial, déclarent qu'il faut en venir à des mesures de justice envers les élèves, dont l'enseignement dépourvu de morale, a préparé les masses, dit la défaite.

CULTURE ET RÉVOLUTION

Quelques pages de l'histoire de l'anarchie d'Alain SERGENT et de Guy HARMEL

LES DERNIÈRES ANNÉES de la première Internationale

F AUT-IL interpréter à la manière de Malon et de Guillaumin, qui était celle aussi de Bakounine en faisant appel à une sorte de déterminisme ethnique — au sens où ethnique signifie plus que racial le conflit entre l'Etat et la Commune, entre le socialisme et l'anarchie. Les phénomènes sociaux ne sont pas justifiables d'interprétations aussi univoques. Autant que les caractères nationaux, bien plus complexes d'ailleurs que ne le voudraient les schémas abstraits, autant que l'expérience historique des peuples, il faut faire entrer en ligne de compte le degré de l'évolution économique et sociale, le choc des événements, l'individualité des individus, sans espoir d'épuiser jamais la série des causes.

Un dénouement rapide des combats laisserait aisément l'impression que le facteur ethnique joue dans cette distribution des idées le rôle principal. Qui se compatait sur les affirmations anarchistes ? Des Allemands, il n'était pas question.

Les Congrès de l'Internationale, fédéraliste en virent parfois quelques-uns (1) tel Fröhme à Bruxelles en 1874, mais ils vantaient les mérites de l'action politique et de l'organisation centralisée. Leur thèse était celle qu'Engels avait exposée

feste du Comité. Nous ne sommes pas des communistes parce que ce système nécessite l'établissement d'un grand pouvoir central. Nous ne sommes pas non plus des mutualistes, parce que nous ne croyons pas à la constitution de la valeur. Nous sommes collectivistes. C'était le programme des Jurassiens. Et dans leur journal, la Solidarité Révolutionnaire, vite disparue, on pouvait lire sous la plume de Jules Guesde, encore sous l'influence des leçons reçues en Suisse : « La condition que non de l'affranchissement des masses est l'abolition de l'Etat ». On semble donc pouvoir à bon droit évoquer, avec Benoît Malon, la mentalité gallo-latine.

Les marxistes n'acceptent pas plus cette explication aujourd'hui que ne l'acceptaient alors Marx et Engels. Pour eux, cette prédominance des anarchistes trahissait l'état arrêté de

Nous sommes heureux de pouvoir offrir à nos lecteurs quelques pages de la remarquable « Histoire de l'Anarchie » d'A. Sergent et Guy Harmel.

Les auteurs ont bien voulu offrir au Libertaire, en priorité, la publication de quelques extraits, à notre choix du premier tome qui va paraître incessamment aux Editions Bordas.

Nous avons même obtenu l'accord des auteurs et de l'éditeur pour publier quelques passages du second tome qui doit paraître dans 3 ou 4 mois, passages que nous publierons la semaine prochaine.

l'évolution économique des pays latins. C'était manifeste en Italie et en Espagne. La Suisse ne connaissait pas encore cette séparation tranchée de la bourgeoisie et du prolétariat sans laquelle, selon Marx, il n'est pas possible aux travailleurs d'acquérir la conscience de classe et de mener à bien l'œuvre révolutionnaire. L'exemple français ne faisait pas prétendre que nul ne pouvait alors prétendre représenter le prolétariat de France, bâti depuis la Commune. Enfin, le glissement de la fédération belge vers l'action politique ne traduisait-il pas, bien plus que la substitution d'une prédominance nationale à une autre, un processus d'industrialisation plus rapide en Flandre qu'en Vallonie ?

Un fait fort important pour l'histoire ultérieure de l'anarchie et du mouvement ouvrier semble apporter à l'interprétation marxiste de ce clivage doctrinal une confirmation éclatante. Les Belges, comme les Anglais dans les premières années de l'Internationale — manifestèrent leur souci de coordonner à la fois dans chaque pays et d'un pays à l'autre les mouvements de grève. Reprenant l'idée de la grève générale que Charles Longuet avait émis naguère comme moyen de s'opposer à la guerre, ils demandaient que l'Internationale préparât la grève générale et qu'elle la décrétât le jour venu pour accomplir la révolution sociale et exproprier la classe capitaliste.

L'exemple belge enfin semble confirmer cette thèse, puisque, selon la remarque qu'en faisait de Paepe en 1876, la fédération demeurait de tendance anarchiste, combinant les idées prud'honiennes et la politique abstentionniste tant que les sections wallonnes y prédominent, et qu'elle modifie notamment son attitude anti-politique quand les sections flamandes y prennent plus d'influence.

Ainsi donc, avec la Belgique wallonne, c'est dans les montagnes de la Suisse française, en Italie et en Espagne que l'anarchie avait ses bases. Et la France ne reniait pas sur ce point sa parenté latine puisque, dans la mesure où le socialisme s'y pouvait exprimer, elle, à côté des blanquistes, des anarchistes avérés. Le mouvement n'y avait pas grande importance. Les Français avaient désappris à conspirer, prétendant Bakounine. Or, en ces premières années de la République, l'organisation de l'Internationale était interdite par la loi. Les quelques sections qui s'y étaient constituées en secret donnaient leur adhésion à la fédération jurassienne. D'Espagne où il s'était réfugié, Paul Brousse essaya, en 1873, de fonder avec quelques amis un conseil de propagande révolutionnaire et socialiste dans le midi de la France, en liaison avec les révolutionnaires espagnols — c'était l'année de la première République espagnole. « Nous nous placerons sur le terrain de l'anarchie », disait le Man-

(1) L'Internationale tint quatre congrès : celui de La Haye ; la 6^e à Genève (1-6 sept. 1873), le 7^e à Bruxelles (7-12 sept. 1874), le 8^e à Berne (26-29 oct. 1876), le 9^e à Verviers (6-8 sept. 1877).

Ne pourra-t-on lire dans ces réserves et ces critiques l'avènement d'une impulsion à faire organiser dès maintenant le prolétariat sur son terrain de classe, et même, au moins chez les Italiens, d'un manque de familiarité avec la grève qui traitait la persistance de formes précapitalistes de l'économie ? Malatesta ne reconnaît-il pas trois ans plus tard au congrès de Bruxelles que l'on ne pourrait en Italie obtenir aucun résultat par le trade-unionisme, qui ne convenait ni aux conditions économiques de son pays ni au tempérament des ouvriers italiens ?

L'explication marxiste a sa vérité, mais aussi ses limites, dont témoigne le sort réservé à cette idée de la grève générale. Car si elle peut à l'origine traduire une expérience ouvrière, et par suite, au dire de Marx, une situation économique qui était celle des pays les plus industrialisés d'alors, elle a vécu une fois lancée indépendamment d'elles. Elle s'est conservée parmi les militants là même où elle n'aurait pu être réalisée, ni peut-être prendre naissance. Les Jurassiens, ces conservateurs de l'anarchie, la gardèrent avec tant d'autres idées qu'il léguèrent dix ou vingt ans plus tard au mouvement ouvrier en France lors de la révolution, et c'est alors qu'elle devint ce grand mythe qui enchantait pendant quelques années l'âme des foules à la fin du siècle, bien qu'elle ne jaliât aucunement à cette date de la réalité économique et sociale française.

Les idées ont ainsi leur vie propre, et ceux qui les lancent laissent une trace dans l'histoire. Si les pays latins demeurent fidèles à l'idée anarchiste, ce n'est pas seulement que le tem-

pément des populations, leurs traditions historiques, leur situation économique s'y prétaient particulièrement. Mais l'idée s'était incarnée en quelques hommes actifs qui surent, à un moment donné, exprimer l'état d'âme de certaines catégories ouvrières : ils furent ainsi les créateurs d'une tradition, et la révolte qui eut pu s'exprimer peut-être par d'autres mots, d'autres idées emprunta pour longtemps le chemin qu'ils lui avaient ainsi frayé, alors même que certains d'entre eux — ce fut le cas de Costa, de Guesde, de De Paepe — étaient ralliés au socialisme classique.

TOIS fédérations portèrent durant dix ans le destin de l'idée anarchiste : la fédération espagnole, la fédération italienne et celle du Jura.

Malgré un décret de dissolution pris contre elle le 17 janvier 1872, la fédération espagnole n'avait pas cessé de vivre. Il semble même qu'elle fut alors la plus nombreuse et la mieux organisée de toute l'Internationale. En décembre 1872, en dépit de la dissolution et de la « scission » marxiste, elle comprenait 10 fédérations locales, comprenant 66 sections mixtes

et 332 sections de métier, sans compter des adhérents individuels, en tout plus de 25 000 membres. Elle disposait de plusieurs journaux, la Fédération à Barcelone, la Condemado à Madrid, la Revista social à Gracia, l'Orden à Cordoue, la International à Malaga. Elle était vraiment une force. Et cette force elle la mettait tout entière au service de l'anarchie au congrès qu'elle tint à Cordoue en décembre 1872, à l'unanimité, elle approuva le pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle proposé deux mois plus tôt à Saint-Imier.

Or, la situation était telle en Espagne que les anarchistes pouvaient croire venue l'heure de la révolution. Le 11 février 1873, à la suite de l'abdication du roi Amédée, la République avait été proclamée. L'Internationale n'avait pris aucune partie à l'affaire. La commission de correspondance — qui dans la nouvelle organisation tenait lieu de comité fédéral — invita au contraire les travailleurs à s'éloigner de toutes les farces et de tous les farceurs de la politique bourgeois, et à se préparer pour l'action. Bientôt, des émeutes un peu partout éclatèrent. A Barcelone, le 20 juin, à la suite d'une manifestation populaire, la section locale de l'Internationale, dirigée par Vinas, s'empara de l'Hôtel de Ville et y installa un Conseil de Salut Public. Il y demeura ainsi plusieurs jours, malgré l'apathie de la majorité de la population ouvrière, persuadée qu'il était impossible de faire la révolution, puisque la République était proclamée. Le Petit Campion (L'Exique de bons mots), 100 fr. (115 fr.) — G. Olivan (en espagnol) : Le Romancero de la Libertad, 20 fr. (105 fr.) — A. Gorion : Cris de Révolte, 45 fr. (60 fr.) — Marcel Proust : Un Jour viendra, 150 fr. (150 fr.) — Jacques Prévert et André Verdet : Histoires, 300 fr. (330 fr.).

On trouve en Israël une seconde forme de vie collective sensiblement différente de celle que nous venons d'esquisser rapidement.

Ce sont les « Moschivi Ourdim ». Au sein de ces groupes importants, chacun reçoit une parcelle de terre dont les produits deviennent propriété individuelle. La vente de ces produits permet à l'adhérent de construire sa propre maison, ou bien d'utiliser le fruit de son travail de toute autre manière. Il connaît de remarquer que nul n'a le droit d'employer un ouvrier afin que soit évité le danger d'un retour de l'exploitation de l'homme.

internationales ne pouvaient plus se manifester que par des grèves, nécessairement limitées dans leur ampleur et leur objet. Elles songèrent bien à recourir à l'insurrection : le projet fut sur le point d'aboutir en 1877. Mais l'aventure, car on ne pouvait être autre chose, n'en fut pas courue. Une seule possibilité, un seul déversoir à cette énergie contenue, à cet état comprimé : le recours à la violence individuelle. Le Congrès clandestin tenu à Madrid en juin 1874 reconnaît comme un devoir l'exercice des représailles, et le Manifeste aux Travailleurs qu'il publia déclarait : « Dès ce jour, et jusqu'à ce que nos droits soient reconnus ou que la révolution sociale ait triomphé, tout exploitateur, tout oisif vivant de la rente, tout capitaliste parasite et jouisseur qui, confiant dans l'impunité, que lui promet l'Etat, aura commis envers nous une offense grave ou aura violé nos droits, tombera sous les coups d'un bras invisible, et ses propriétés seront livrées au feu afin que notre justice ne s'accomplisse pas au profit des héritiers légaux ».

Quelle nouveauté du ton et de la manière des cas, l'insurrection n'avait pas été le fait des internationaux, mais celui des républicains fédérés intrépides qui tentaient de faire la révolution « cantonaliste ». Il n'y eut guère de tentative purement anarchiste que dans deux ou trois villes. Ailleurs, ils avaient pris part à un mouvement proprement bourgeois, les anarchistes ne l'avaient fait que par entraînement ou par des raisons locales, mais au mépris de la règle de conduite qu'ils avaient précédemment adoptée. Ce fut pourtant contre l'Internationale et contre ses militants que la répression s'exerça. Après le coup d'Etat du 3 janvier 1874, l'Internationale fut dis-

tournée. Les Jurassiens, ces conservateurs de l'anarchie, la gardèrent avec tant d'autres idées qu'il léguèrent dix ou vingt ans plus tard au mouvement ouvrier en France lors de la révolution, et c'est alors qu'elle devint ce grand mythe qui enchantait pendant quelques années l'âme des foules à la fin du siècle, bien qu'elle ne jaliât aucunement à cette date de la réalité économique et sociale française.

Les idées ont ainsi leur vie propre, et ceux qui les lancent laissent une trace dans l'histoire. Si les pays latins demeurent fidèles à l'idée anarchiste, ce n'est pas seulement que le tem-

Les Communes Libres en Israël (2)

LEURS CARACTÈRES — LEUR VIE

(Kiboutz — Kvoutza — Mochat Ovidim)

Notre Kiboutz est bâti sur le principe : « Chacun travaille selon ses forces et consomme selon ses besoins. »

(« Les Juifs en Israël », A. Revontzki. « De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins. » (Principe anarchiste.)

Mais il y a nombreux ceux qui reculent devant une vie de pionnier. Anciens petits propriétaires, artisans, commerçants, le défrichement du désert, la lutte terrible contre le sable, la soif, les pierres, la chaleur, les découragés des arbres. Les communautés agricoles pourtant ne négligent pas les nouveaux venus, et il ne faudrait pas croire qu'elles se referment égoïstement sur elles-mêmes. Bien au contraire.

La réunion d'octobre de 1948 des Kiboutzim — 15^e du genre — signalé dans son rapport que sur une région comptant 75 communautés, 30 ont été créées ces deux dernières années et totalisent 28 000 habitants. Au cours de cette année un Kiboutz à lui seul a accueilli 2 000 émigrants, et 2 000 enfants, et 2 500 jeunes gens — garçons et filles — y apprennent des métiers agricoles.

Le Kiboutz, ainsi que d'autres villages, où s'applique une solidarité identique, serait en mesure d'accueillir un nombre plus élevé d'émigrants s'il y avait de quoi les loger. Ici comme partout se pose le grave problème du logement.

* * * * * Kiboutz signifie : « self » travail, égalité, liberté, collectivisme. Personne ne vous force à aller dans un Kiboutz, personne ne vous force à y rester. Ni la haine ni l'envie n'existent. »

Nous venons de citer le docteur Singalowsky, de l'Organisation de réhabilitation par le travail (O.R.T.).

Il convient cependant de signaler que la Communauté agricole juive d'Israël est très nettement un produit local, fruit d'une véritable révolution morale qui a secoué de larges couches juives tout au long de ces quelque 30 dernières années.

La même expérience, selon nous, ne pourra être réalisée au sein d'une société occidentale du type capitaliste. Tout s'y opposera : la complexité des échanges, le climat, les mœurs vicieuses, les besoins artificiels, les contraintes étaillées et patronales, le système concurrentiel, seul élément moteur, et aussi l'absence de cet état vers un renouveau qui caractérise le pionnier juif.

L'homme des cités modernes ne s'accoutume qu'exceptionnellement à une vie dépouillée, rustique, sans artifices, et exigeant de très pénibles efforts physiques. C'est donc dans une forme organisationnelle, forcément différente d'un Kiboutz, et englobant toutes les activités de la société, que l'Occident, après avoir fait sa révolution, pourra réaliser la vie libertaire. Il est, en effet, ridicule de penser que l'organisation d'un Kiboutz, ses mœurs parfois bibliques pourraient être appliquées à Paris ou à Détroit !

Les activités, les climats, les coutumes, les habitudes différents doivent déterminer une organisation sociale adaptée.

Par contre, la grande leçon morale des communautés agricoles juives reste valable pour tout et pour tous.

A chacun selon ses forces, voilà le principe qui a permis de transformer un désert en verger et de réussir à lui toutes les méthodes coloniales ont échoué.

Sans le Kiboutz, sans l'esprit de libre association, il n'y aurait pas d'Israël. Israël serait toujours un désert.

J. MALINE.

FIN

SERVICE DE LIBRAIRIE

CHANSONS - POÉSIES

R. Asso : Chansons sans musique, 150 fr. (180 fr.) — Traductions de A. Robin : Poèmes hongrois d'Ady, 30 fr. (65 fr.) — Poèmes russes de Boris Pasternak, 50 fr. (60 fr.) — Léo Campion : Le Petit Campion (Lexique de bons mots), 100 fr. (115 fr.) — G. Olivan (en espagnol) : Le Romancero de la Libertad, 20 fr. (105 fr.) — A. Gorion : Cris de Révolte, 45 fr. (60 fr.) — Marcel Proust : Un Jour viendra, 150 fr. (150 fr.) — Jacques Prévert et André Verdet : Histoires, 300 fr. (330 fr.).

Contre la Franc-Maçonnerie, 50 fr. (65 fr.) — La Libre Pensée au Micro, 60 fr. (90 fr.) — La Vérité sur la « Vierge de Boulogne », 12 fr. (17 fr.) — Abecassis : La Honte des Siècles, 150 fr. (180 fr.) — V. Vetznaud : Histoire sincère des Religions, 150 fr. (180 fr.) — L. Fraterre : Les Progrès du Cléricalisme, 20 fr. (30 fr.) — Sotises et Errreurs du Catéchisme, 40 fr. (55 fr.) — Deur Zelten : La Tyrannie Cléricale, 20 fr. (30 fr.) — E. Herriet : La Vie de Michel Servet, 20 fr. (30 fr.) — G. W. Foote : Histoire des Vierges Mères, 50 fr. (65 fr.) — P. Langlevin : La libre pensée et la Science, 15 fr. (25 fr.) — Moutier-Rousselet : Le Christ a-t-il existé, 60 fr. (90 fr.) — A. Fica : La question juive, 20 fr. (30 fr.) — Lessing : L'irreligion de la Science, 165 fr. (196 fr.) — Abbé Rasiibus : Les Aventures d'un Auvergnat et d'un Parisien à Lourdes, 200 fr. (230 fr.) — D. Didier : La Religieuse, 150 fr. (196 fr.) — P. Proudhon : Le Christianisme et l'Église, 30 fr. (45 fr.) — Dieu ou le Mal, 20 fr. (30 fr.) — Voltaire : Lazarus l'Infaâme, 100 fr. (120 fr.) — XX : Les Livres secrets des Confesseurs, 250 fr. (295 fr.) — M. Boli : Pourquoi y a-t-il encore des croyants, 15 fr. (25 fr.) — Deur Speli : La Crâton, 60 fr. (90 fr.) — Lourdes et la suggestion, 60 fr. (90 fr.) — Abbé Tournel : La Bible expliquée, 100 fr. (130 fr.) — Le Susire de Turin, 60 fr. (90 fr.) — Les Religions, 100 fr. (130 fr.) — I. Marstan : L'impudicité religieuse, 100 fr. (130 fr.) — Abbé J. Clauzel : La Faillite des Religions, 150 fr. (180 fr.) — Cetremoy : Religion et Sexualisme, 125 fr. (155 fr.) — Chamilly : Lettres d'Amour d'une Religieuse, 100 fr. (130 fr.) — J. Bossu : Histoire des Borgias, 100 fr. (130 fr.) — L'Eglise et la Sorcellerie, 45 fr. (75 fr.) — Le Christ Légendaire n'a jamais existé, 10 fr. (20 fr.) — Petite histoire de la Libre Pensée en 1848, 25 fr. (35 fr.).

Prière d'ajouter, 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondrons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (X^e). C.C.P. 5561-76.

COOPÉRATIVE D'ÉDITION DU LIBERTAIRE

“ Le Communisme ”

LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 25 NOVEMBRE

PARIS son entrevue du mardi 15 novembre avec Georges Bidault, président du Conseil et leader M.R.P., Force Ouvrière décidait en C.C.N. une grève générale de 24 heures pour le 25 novembre. Elle lança immédiatement un appel à la C.F.T.C., à la C.G.T., et à la Fédération nationale des Syndicats autonomes pour que cette grève du 25 soit un succès. La C.F.T.C., par la voix de Bouladoux, répondit sans répondeur qu'elle préférait les négociations à la bataille, Bidault lui paraissant plus sûr — et pour cause — que Queuille (!). La C.G.C. se prononça contre. Les Autonomes, eux, n'ayant pas consulté leurs syndicats, réservèrent leur réponse jusqu'au lundi 21.

Quant à la C.G.T., réticente au départ et non pressentie, elle devait se prononcer résolument POUR, le 17.

Les mots d'ordre sont connus de tous : indemnité provisoire de 3.000 francs pour tous et chaque mois ; minimum vital garanti dans le cadre des conventions collectives nationales, paiement aux fonctionnaires des tranches de reclassement promises, liberté des salaires, rétablissement (?) de la hiérarchie, suppression des zones. La C.G.T. se prononce contre l'arbitrage obligatoire. La F.O. n'en souffle mot. Nous verrons combien la position des Autonomes et du Conseil national d'Unification syndicale diffère de celle des centrales officielles.

En réalité, cette grève est à 100 % politique. Les ministres socialistes au gouvernement se trouvant en mauvaise posture, la S.F.I.O. a fait jouer le « signe » et F.O. s'est brusquement déterminée à lancer l'ordre de débrayage alors que ses sections du Nord l'exigeaient vain depuis bientôt trois mois. De son côté, la C.G.T., heureuse de trouver enfin l'occasion d'éprouver sa nouvelle tactique d'unité d'action à tout prix, va faire donner « l'appareil » dans son entier pour tenter de démontrer qu'il ne peut rien sans l'assentiment des masses conduites par le P.C.F. et le programme de celui-ci.

Or, le programme élaboré est vague, ou nocif pour le prolétariat dans ses précisions. D'abord, la durée de cette grève, limitée à 24 heures, qui risque de rendre impopulaire tout mouvement futur. En 24 heures on ne peut malheureusement pas INSTALLER la grève. Certaines sections, certains syndicats, certaines fédérations débrayeront, mais pas toutes, et surtout pas l'ensemble des syndiqués dans chacune d'entre elles. Parce que les syndiqués ne seront pas prévenus ou parce qu'ils estimeront que ces 24 heures d'« avertissement » n'auront pour unique résultat que de leur faire perdre une journée de salaire. Nous en connaissons même qui nous ont déclaré ne pas vouloir obéir aux ordres des bureaucratiques tant que la base n'aura pas été consultée démocratiquement sur l'action à entreprendre et sur le contenu du programme revendicatif à présenter aux employeurs. Beaucoup enfin n'ont plus aucune confiance dans les directions actuelles et s'inquiètent de l'attitude que prendront les non-syndiqués, groupant plus de 50 % des salariés.

Le programme est vague.

Indemnité provisoire égale pour tous et chaque mois ? Bien sûr. Mais nous voudrions que cette « indemnité » entre dans le salaire, ce qui revaloriserait celui-ci d'autant. Nous voudrions aussi que cette « indemnité » ne soit pas de 3.000 francs mais de 7.000 francs. 3.000 francs ne représentent rien. 7.000 francs représentent approximativement une remise en place du pouvoir d'achat du manœuvre parisien par rapport à ce dont pouvait disposer celui-ci en 1944.

Que contiendront ces « fameuses » conventions collectives nationales ? Rien que l'arbitrage obligatoire que l'on avance comme certain suffirait à nous les faire rejeter.

Qu'entendent par salaire minimum vital garanti ? Et les vieux ? Et les chômeurs partiels et totaux ?

Toutes les centrales, en tout cas, sont d'accord sur un point : la revalorisation de la hiérarchie, qui par l'intégration des 10 et 7 francs horaires gouvernementaux, qui par une revalorisation du point hiérarchique, qui par un fractionnement encore plus étendu des catégories professionnelles. Ce qui a pour résultat de détruire toute unité revendicative, tout action de classe, toute NOTION de classe.

Le programme mis en avant par les chantiers de la grève générale nationale du 25 novembre est donc loin d'être le moteur de l'action. Il est trop imprécis et évoile trop de craintes pour servir de plate-forme de combat utile. C'est ce qu'on a déclaré les Autonomes de la F.N.S.A. et le Cartel national provisoire d'Unification syndicale. Eux, comme la C.N.T., seront dans le mouvement. Ce n'est pas leur habitude de faire les Jaunes. Mais ils y « participeront » en développant partout leur programme spécifique, en dénonçant cette grève comme étant politique, donc inopérante et dangereuse, en tentant de la transformer en un véritable mouvement ouvrier conduit par les hommes choisis par la base.

Nous proposons aux grévistes du 25 novembre d'adopter en particulier le mot d'ordre de la Conférence nationale du Comité national d'Unification syndicale : « Le triomphe (des revendications) impliquera l'utilisation de toutes les formes d'action directe, en particulier la grève générale à fin gestionnaire, c'est-à-dire la grève expropriatrice et la remise en route des usines et des services par les ouvriers eux-mêmes travaillant pour la collectivité ». Que les cheminots, les tramways, les employés du Métro continuent leur travail, qu'ils transportent les voyageurs MAIS GRATUITEMENT, que les mineurs descendent dans la mine et QU'ILS DISTRIBUENT LE FRUIT DE LEUR TRAVAIL DANS LES CORONS, que les infirmiers continuent à soigner MAIS GRATUITEMENT, sans exiger de papiers, sans tenir compte des règlements administratifs, etc.

Sous cet angle, la grève de 24 heures, qui ne sera ni générale ni nationale, peut servir aux « minoritaires » et aux « non-officiels » à regrouper les vrais syndicalistes, à orienter l'action des ouvriers vers la phase révolutionnaire du syndicalisme et à faire comprendre au prolétariat, « de manœuvre » où sont la vérité et les défenseurs authentiques des exploitants. Jean GERARD.

(1) Le dimanche 20, le C.C.N. de la C.F.T.C. devait rejeter officiellement la grève du 25.

LA PRODUCTIVITÉ : contrainte accrue

LES récentes décisions prises en Conseil des Ministres témoignent d'une volonté non équivocable de maintenir les salaires à leur niveau actuel. Nous ne nous attarderons pas ici sur les diverses modalités caractérisant la nouvelle politique en ces matières. Nous noterons simplement qu'en fait la « libre discussion » des salaires s'entoure d'un tel luxe de précautions — accord préalable du ministre intéressé et interdits divers — qu'en réalité rien n'est changé. Et on jugera de la « bonne volonté » gouvernementale en apprenant que le salaire minimum, obligatoirement garanti, se situe entre 10 et 11.000 francs.

*

Au moment où l'on ne parle que libré-échange, intégration européenne, au moment où nos gouvernements viennent de « libérer » une série de produits alimentaires, c'est-à-dire de n'autoriser et l'importation et l'exportation qu'avec un minimum de contrôle, on ne pouvait admettre la hausse massive des salaires qu'aurait pu provoquer la liberté totale de discussion entre patrons et salariés. Et dans son communiqué, le gouvernement nous le fait savoir officiellement : il est décidé à maintenir le rapport actuel prix-salaires.

Il est bien évident qu'une hausse massive des salaires, c'est-à-dire leur rajeusement aux possibilités de production ne peut plus rien résoudre. Nous assisterions à une hausse parallèle des prix et tout serait à re-

commencer. Les causes de cette fatalité se retrouvent surtout dans l'insécurité établie. N'oublions pas qu'en moyenne l'impôt grève les prix d'environ 38 à 40 %, que les charges sociales augmentent les salaires de 40 % et que le patronat peit et grand, rapace et stupidement accroché aux bénéfices immédiats, incapable de voir loin et grand, se refuse à accepter la moindre diminution de ses bénéfices. En plus, l'inflation permanente pèse encore sur les prix et tout effort de baisse, de stabilisation ou d'augmentation du pouvoir d'achat s'avère — sur le marché français — voué à l'échec.

*

Pour une production égale, et en certains secteurs, supérieure à celle de 1938, le pouvoir d'achat des travailleurs est inférieur à 50 % — au moins à celui de la même année. Dans ces conditions, il est clair que la stagnation d'abord, le chômage ensuite et le paupérisme pour terminer peuvent être prévus et avec toutes les conséquences politiques qu'un tel état de choses provoque inmanquablement. Il faut donc que la production française trouve, coûte que coûte, des débouchés, le marché intérieur étant « saturé » artificiellement à cause du bas niveau des salaires.

Mais là, se dresse un nouvel obstacle : le prix de revient. Trop élevé pour de nombreuses raisons, que l'on ne peut examiner dans le cadre d'un article, il est un handicap des plus

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Syndicalisme peut-être mais anarchisme d'abord

Répétons que le syndiqué ne considère son organisation que comme une maison d'assurances contre le renvoi, les abus patronaux. Il entend que le syndicat le défende, en justice, devant les prud'hommes, ou directement devant son employeur. Il ne lui demande pas de tout chambarder, mais seulement d'améliorer sa situation dans le moment présent, et non pas dans l'avenir. Il veut d'abord jour de la vie, il est pressé d'en profiter. Il veut vivre « comme tout le monde ». C'est son leit-motiv. Sous-entendu qu'il désigne ainsi ceux qui vivent bien ». Quant à ceux qui viendront après lui : « Ils feront comme moi », dit-il. Travailleur à sa libération prochaine ? Il n'y croit plus. On l'a trop

berné. Ce n'est pas seulement la faute des politiciens ou réformistes. Les révolutionnaires, avec leurs petites questions de personnes, leur vanité — qui furent de tous les temps — cherchant à satisfaire leur besoin de paraitre, refusant de se mettre d'accord pour l'action commune, l'ont écorché. « Ils ont de bonnes idées, dit-il, mais en fin de compte, ils sont comme les autres, ils cherchent un titre ».

A choisir entre les organisations fortes, même appuyées par des partis, mais ayant les moyens de le défendre, et les groupements squelettiques, où les révolutionnaires ne cessent de se chamailler en une solide rhétorique dont il ne comprend pas un traitre mot, il préfère les premiers. Car la faiblesse numérique des seconds et leurs continuilles mesquines lui indiquent qu'il n'en tirera rien. Or, il entend que sa cotisation, pour modeste qu'elle soit, ait une équi-

valence. Il entend que le syndicalisme reste le syndicalisme.

De tous temps, les révolutionnaires ont cherché à se regrouper pour lutter contre cette désertion. Leur sectarisme, plus ou moins sincère, a toujours rompu les ponts, chacun cherchant à croquer l'autre. Le tout, au nom de la lutte contre la misère, des sacrosaints principes et du batracan dont on nous garde

par FERNAND ROBERT

valence.

garise depuis des années, où la rodomanche va de pair avec l'impuissance.

Total : le réformisme mène la danse et le patronat redresse la tête.

On aura du mal à nous faire croire que les révolutionnaires, à quelque école qu'ils appartiennent, ne peuvent trouver un terrain commun sur le plan syndical. Les plus intrinsèques en sont aujourd'hui à découvrir des vertus aux comités mixtes et à la hiérarchie. Et ce sont justement ceux qui s'opposent le plus au regroupement.

Le syndicalisme, c'est le mouvement. C'est ce qui le mène à l'opportunitisme. Mais c'est précisément ce qui le différencie des partis politiques, ou sectes philosophiques, qui peuvent se permettre de stagner pendant des périodes plus ou moins longues, sans perdre leurs forces.

La plupart des anarchistes ne l'ont

pas senti. Ils se sont réfugiés dans les syndicats spécifiquement révolutionnaires où ils retrouvaient l'atmosphère qui leur est chère. Ils éprouvaient ainsi une intense satisfaction intérieure, ergofant entre copains convaincus, sur des questions de détail, sans s'apercevoir qu'ils se coupaient des prolos non avertis, qui sont la majorité. Ils perdaient l'audience, non pas de ce qu'on appelle la mas-

tempérament, et non pas seulement chez les syndicalistes « révolutionnaires ».

Leurs efforts doivent tendre à lancer les mots d'ordre anarchistes partout à la fois, et principalement là où ils sont totalement inconnus. A défaut d'un organisme de coordination auquel on pourrait peut-être penser, le « Lib » peut être un moyen de liaison provisoire. Le syndicalisme ne sera révolutionnaire que dans la mesure où l'anarchisme gagnera du terrain dans l'opinion publique. D'autres l'ont dit avant nous. La première obligation est donc de développer l'esprit libertaire. Si une centrale syndicale réussit à regrouper autant de monde que la C.G.T. en 1945, alors oui, nous devrons y être tous, et nous sentir les coudes. Nous n'en sommes pas encore là...

De 1860 à 1910 (environ), le syndicalisme était le refuge des anarchistes. Mais c'est peut-être que n'existaient pas de véritable organisation libertaire. Il n'en va plus de même aujourd'hui.

Les travailleurs ont chacun leur concept de la transformation sociale. Ils la voient à travers les partis ou mouvements spécifiquement politiques : communiste, socialiste, trotskyste, fédération anarchiste, etc. Non par le syndicat. C'est une des raisons de leur indifférence. Ils sentent confusément que le syndicalisme n'est pas une fin. On peut bien leur répéter le contraire : ils ne le veulent pas, ils ne le croient pas, parce que la lutte journalière leur prouve le contraire, par les compromissions, concessions et capitulations qu'elle entraîne. S'ils rejoignent les partis, c'est que chacun d'eux leur offre des solutions D'AVENIR. Pour l'immédiat, ils se servent du syndicalisme. Le mal, c'est que les politiciens s'en servent également, et que nos divisions nous laissent sans force en face d'eux.

Une seule preuve de cet état d'esprit :

En 48, à Château-du-Loir, réunion syndicale, avec des orateurs de la C.N.T. : quarante auditeurs à peine. En 1949, dans la même ville, même salle, mêmes orateurs, réunion organisée par la Fédération Anarchiste : quatre cents personnes, dont moitié communistes. Et tant d'autres exemples.

Le syndicalisme peut être une belle école de militantisme pour les révolutionnaires, un large terrain d'expansion. A condition qu'ils se défaussent de cette crainte du concurrent qui n'est qu'une preuve de faiblesses. A condition qu'ils sachent se cantonner dans leurs possibilités. Il est imprudent de forcer ses capacités.

Les anarchistes doivent être à l'avant-garde du regroupement syndical qui paraît se dessiner, à travers maintes difficultés. Il faut qu'ils sachent être à la hauteur des autres, qui ont su abandonner leur sectarisme. Nous n'avons pas le droit de faire passer nos petites idées personnelles avant la misère ouvrière. Nous n'avons pas le droit d'être les derniers. Si nous avons fait notre propre révolution, donnons-en la preuve. N'attendons pas qu'elle nous soit apportée par ceux que nous critiquons.

Dans les syndicats, les libertaires doivent faire du syndicalisme. Pas à la sauvegarde de la paix entre les peuples

ou pour le respect du droit de grève sans limitation ni restriction ;

En ce qui concerne les fonctionnaires :

Pour la suppression du statut de la fonction publique dont certaines clauses apportent une nette régression dans les droits accordés aux agents des services publics ;

Pour la suppression totale de l'affectuation dans la fonction publique par la titularisation des auxiliaires.

5° Pour la démocratie syndicale à tous les stades de l'organisation ou des organisations ouvrières et particulièrement dans les discussions à la base ; pour l'abolition de la législation actuelle en ce qui concerne la désignation des délégués par les organisations syndicales, chaque salarié ayant le droit de désigner à être délégué si l'assemblée la majorité des voix de son collège — ceux-ci pouvant à tout moment le révoquer — et pas seulement s'il fait partie d'une organisation syndicale dite représentative.

6° Pour l'unité d'action des travailleurs étant entendu que cette unité ne saurait être seulement celle des sommets, lesquels prétendent vouloir l'unité alors que leurs mots d'ordre, leurs programmes et leur comportement antidémocratiques ne font que diviser plus sûrement les travailleurs, et apporter des divisions étrangères voire opposées à leurs véritables intérêts.

7° Pour la paix entre les peuples par la lutte contre tous les imperialismes fauteurs de guerre et de misère ;

Le respect des peuples à disposition d'eux-mêmes ;

Le retour à l'internationalisme prolétarien ;

L'abolition des frontières ;

La lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

Sans doute ne suffit-il pas d'énumérer ces diverses revendications pour les voir aboutir. La Conférence déclare que leur triomphe impliquera l'utilisation de toutes les formes d'action directe, en particulier la grève générale à fin gestionnaire, c'est-à-dire la grève expropriatrice et la remise en route des usines et des services publics.

Sur le plan social, ce système généralisé aurait de profondes répercussions. D'abord se formerait une nouvelle caste, celle des ouvriers hautement qualifiés, jouissant d'avantages spéciaux, du genre stakhanovites, et ayant tendance à se détacher de la masse. D'autre part, une quantité de petits industriels et artisans, n'ayant plus la possibilité financière de suivre le mouvement, rebrousseraient à l'usine. Et si la modernisation de l'outil était poussée sérieusement et partout, un chômage massif ne tarderait pas à apparaître.

Cette sélection arbitraire, rejettant de la production les plus faibles et les voyant ainsi à la misère est d'ores et déjà inscrite dans les tendances économiques actuelles aussi bien en Europe dont nous parlerons prochainement qu'aux U.S.A.

Certes, nous n'en sommes pas encore là. La lutte pour les débouchés ne fait que s'amorcer. Elle se distingue en France par la volonté de maintenir de bas salaires et d'éviter par tous les moyens qu'une nouvelle glissade du franc risque de remettre en question toutes les promesses qui ont été faites, au château de la Muette.

Ainsi, que la production reste au stade actuel ou qu'elle s'élève en qualité, que les coûts de revient diminuent, un outillage perfectionné, voilà en effet les seuls moyens d'augmenter le pouvoir d'achat et en même temps de diminuer les prix de revient.

Cette motion générale n'exclut pas le soutien des revendications locales par le Comité. Le Cartel national a prouvé, et le Comité national aussi à nouveau l'occasion de prouver qu'il est toujours aux côtés des ouvriers engagés dans la lutte.

OU VA L'ARGENT DES SYNDIQUÉS

L'Union départementale C.G.T. des Syndicats du Doubs a dû « se passer des services » du camarade Bach, secrétaire-trésorier de l'Union locale C.G.T. de Besançon, pour « administration mauvaise », absence de contrôle financier, indications fausses données sur l'état moral et financier actuel du syndicat des houillères dont il était le secrétaire.

Ils ne vont pas mal, les militants communistes « irréprochables ». LYNX.

Le Gérant : J. BOUCHER

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris

Paris, le 13 novembre 1949.